

## ÉDUCATION

# Les « fondamentaux », la clé de la rentrée

**Doze millions d'élèves et 850 000 enseignants reprennent à partir de ce lundi le chemin de l'école. Emmanuel Macron et son ministre de l'Éducation Gabriel Attal veulent créer un « choc des savoirs » en insistant sur le français et les maths. Une vision restrictive de l'école selon les syndicats.**

Après le « choc d'attractivité » pour les enseignants en 2022, la rentrée 2023 est placée sous le signe du « choc des savoirs ». Gabriel Attal, le ministre de l'Éducation, a mis l'accent sur le « retour aux fondamentaux », lors de sa conférence de presse de rentrée lundi dernier. Les apprentissages de base – lire, écrire, compter –, mis en valeur par Jean-Michel Blanquer quand il officiait rue de Grenelle, font leur retour en force.

## Élever le niveau

En cause ? Le faible niveau des élèves en lecture et en calcul. « Pour élever le niveau, il faut remettre les savoirs fondamentaux au cœur de l'École. En un quart de siècle, entre 1995 et 2018, les élèves français ont perdu l'équivalent d'un an en termes de niveau. Autrement dit, un élève de 4<sup>e</sup> en 2018 avait le niveau d'un élève de 5<sup>e</sup> de 1995. En 6<sup>e</sup>, près d'un élève sur trois ne dispose pas du niveau nécessaire en français ou en mathématiques », a plaidé le nouveau ministre de l'Éducation nationale.

Pour y parvenir, il mise sur plusieurs mesures, de la maternelle au lycée : « la formation des maîtres, avec la poursuite des plans mathématiques et français, l'instauration en 6<sup>e</sup> de l'heure supplémentaire de soutien ou d'approfondissement en français ou en mathématiques selon les besoins constatés de l'élève » ou encore « la réintroduction en 1<sup>er</sup> des mathématiques au sein du tronc commun »...

Pour mieux enseigner aux élèves au début de leur scolarité, l'ensemble des classes de grande section en éducation prioritaire devront être dédoublées à la rentrée 2024, après le dédoublement du CP et CE1. Et dans toutes les classes de grande section de France, le nombre d'élèves sera plafonné à 24 par classe de grande section, pour favoriser les apprentissages.

## Priorité au français et au calcul

« La maîtrise du langage et de la langue française, ainsi que le calcul et la résolution de problèmes, sont des priorités absolues. À l'entrée en CM1, tous les élèves qui n'arrivent pas à lire un texte avec fluidité et expressivité, à une vitesse d'environ 90 mots par minute, doivent bénéficier d'une pratique quotidienne renforcée. Chaque semaine, au moins deux textes longs (1 000 mots au moins) doivent être lus par les élèves. En mathématiques, l'accent est mis sur la maîtrise de la résolution des problèmes en plusieurs étapes », détaille le mi-



Gabriel Attal, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, souhaite mettre l'accent sur le français et les maths. Photo d'illustration Sipa/Konrad K.

nistère de l'Éducation.

Par ailleurs, il souhaite que les élèves prennent l'habitude d'écrire des textes longs. « À la fin du CM2, les élèves doivent pouvoir rédiger un texte d'au moins 15 lignes en respectant les règles orthographiques, syntaxiques, lexicales et de présentation », plaide-t-il.

En cette rentrée, la sixième fait peau neuve pour que les élèves entament le collège en maîtrisant les bases. Actuellement, selon le ministère, à l'entrée en 6<sup>e</sup>, 27 % des élèves n'ont pas le niveau attendu en français, et près d'un tiers ne l'a

pas en mathématiques. Après l'accent mis sur l'écriture en CM1 et CM2, dès septembre 2023, « des professeurs des écoles interviendront en classe de 6<sup>e</sup> pour favoriser la transition entre l'école et le collège et soutenir l'apprentissage des savoirs fondamentaux », explique le ministère. Ce dispositif dépendra du nombre d'adhésions au « Pacte », dispositif confiant de nouvelles missions aux enseignants, en échange de rémunération, sous condition de volontariat.

Par ailleurs, le dispositif « Devoirs faits » sera rendu obligatoire afin de

donner davantage d'autonomie aux élèves et ainsi réduire les inégalités devant les apprentissages. Là encore, la mise en œuvre dépendra - comme pour les remplacements de courte durée également - du nombre de professeurs qui signeront le Pacte. En cette rentrée, le flou règne sur son déploiement, les syndicats enseignants ayant rejeté massivement le principe et les précisions techniques n'étant intervenues qu'au cours de l'été.

Enfin, pour valider la progression sur les fondamentaux, de nouvelles évaluations seront mises en

place, en CM1 et en 4<sup>e</sup>, complétant celles qui existent déjà en CP et CE1.

## Vision « conservatrice »

Élisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-UNSA, approuve les dispositifs d'aide aux élèves en difficulté en sixième. Elle regrette en revanche le mantra mis sur les fondamentaux par l'exécutif. Cette feuille de route renvoie à une « vision conservatrice et caricaturale de l'école » : « les fondamentaux à l'école, ce n'est pas que le français et les maths ! »

Guilaine David, porte-parole du SNUipp-FSU, partage le même avis. « La priorité sur les fondamentaux a été mise en place par Jean-Michel Blanquer en 2017, Gabriel Attal ne fait que prendre sa suite. Nous ne partageons pas cette vision des fondamentaux qui, à l'intérieur du français et des maths, insiste sur certaines parties uniquement, les compétences de bas niveau. Le ministère insiste sur le déchiffrage et la vitesse en lecture dans les évaluations. Pour nous, c'est la compréhension des textes qui est essentielle et qu'il faut travailler », regrette-t-elle. Avant d'inviter le ministre à faire un tour dans les classes pour se reconnecter à la réalité du quotidien de l'école : « Au CP, on fait déjà de la lecture à longueur de journée ! Et, en CM2, on fait déjà de la production d'écrits dans la classe. C'est notre cœur de métier ! »

Élodie BÉCU

## QUESTIONS À

Philippe Meirieu, chercheur en sciences de l'Éducation (\*)

### « Donner du sens aux apprentissages »

**Que pensez-vous de la volonté du président et du ministre de l'Éducation nationale d'insister sur les « fondamentaux » : lire, écrire, compter ?**

Lire et écrire sont des fondamentaux ! Je suis cependant rétif à cette conception limitative des fondamentaux. Elle me semble en contradiction avec la notion telle qu'elle a été définie par les pères de l'école publique, Jules Ferry et Ferdinand Buisson, qui insistaient sur une éducation globale du citoyen, s'appuyant sur l'ensemble des savoirs. Ce projet était très ambitieux. Ferdinand Buisson mettait dans les fondamentaux les leçons de choses, qui permettaient de s'initier aux découvertes scientifiques de l'époque, l'expression artistique... Il faudrait revenir à cette vision, et se dégager de procédures d'apprentissages techniques, qui ne s'inscrivent pas dans un projet qui fait sens pour l'enfant.

**C'est-à-dire ?**

Apprendre l'orthographe et la grammaire

est absolument indispensable. Mais il vaut mieux apprendre l'orthographe en rédigeant un article pour le journal scolaire, le calcul en étant associé à la préparation d'une sortie ou l'élaboration d'une maquette. Le lien entre les savoirs fondamentaux théoriques et leur mise en jeu dans des pratiques et des activités par les élèves donne du sens et fait que l'école est absolument indispensable.

**Mais n'y a-t-il pas une urgence à élever le niveau en lecture et écriture ?**

Oui, il y a un réel problème de maîtrise de la langue écrite. Je suis préoccupé par la baisse du niveau de maîtrise de l'écrit. Il faut réconcilier les enfants et les adolescents avec l'écriture. Avec la multiplication des exercices formels, les élèves voient le passage à l'écriture comme une course d'obstacles alors qu'ils devraient le percevoir comme un outil de communication, pour approfondir leur pensée et envoyer des messages à distance. Il faut

beaucoup plus écrire en classe qu'on ne le fait aujourd'hui.

**Que peuvent changer les deux nouvelles évaluations, en CM1 et en 4<sup>e</sup>, annoncées par le ministre de l'Éducation pour la rentrée ?**

Je ne crois pas aux évaluations systématiques proposées par le ministère. Elles ne permettent pas de comprendre réellement les difficultés des élèves. Il faut laisser les enseignants choisir leurs outils d'évaluation, repérer ce qui chez les élèves est à la fois un déficit et une ressource et ce qui peut les aider. Pour mesurer le niveau moyen des élèves, un échantillon représentatif suffit. Il faut faire confiance aux professeurs davantage qu'aujourd'hui.

**Propos recueillis par É.B.**

(\*) Vient de paraître : *Qui veut encore des professeurs ?* aux éditions du Seuil



Philippe Meirieu.

Photo DR/Hermande Triay

### Abaya : une interdiction très scrutée, la droite veut l'uniforme

À partir de ce lundi, l'abaya, ainsi que son pendant masculin, le qamis, seront interdits dans les établissements scolaires. Élisabeth Borne a soutenu dimanche sur RTL cette nouvelle mesure annoncée par Gabriel Attal, le ministre de l'Éducation. « Il y a un principe, c'est la laïcité. Et il y a une loi qui interdit le port de tout signe ou tenue par lequel un élève manifeste son appartenance à une religion. C'est la loi qui doit s'appliquer à tous et nous veillerons à ce qu'elle soit bien appliquée », a insisté la Première ministre, récusant toute accusation de stigmatisation. Les élèves se présentant à l'école en portant l'abaya ne pourront pas entrer en classe mais « seront accueillis » par les établissements scolaires, qui devront dès la rentrée « leur expliquer le sens » de cette interdiction, a expliqué, jeudi, le ministre de l'Éducation.

**Retour du débat sur l'uniforme**

À droite, Les Républicains se sont emparés du débat pour demander l'uniforme au collège. Deux départements LR du sud (Alpes-Maritimes et Bouches-du-Rhône) ont fait part, dimanche, de leur volonté pour expérimenter cette mesure. Jeudi, le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, s'était prononcé également en ce sens, dans la suite de Robert Ménard, le maire de Béziers, début août. Fin juillet, Gabriel Attal n'avait pas fermé la porte au retour de l'uniforme, si la communauté éducative d'un établissement le demande.

## Bac, Pacte, vaccination... Les nouveautés de cette année scolaire



À partir de cette rentrée, les élèves de sixième n'auront plus de cours de technologie. Photo d'illustration Sipa/Syspeo

**Outre l'interdiction de l'abaya, petit tour d'horizon des nouveautés de la rentrée.**

### ■ Bac

Les épreuves de spécialité du bac n'auront plus lieu en mars, mais en juin, dès 2024. Autre changement : pour l'épreuve du grand oral au bac, les cinq minutes dédiées au projet d'orientation des élèves seront supprimées pour passer plus de temps sur « les savoirs ». Pour le bac de français, le nombre de textes au programme pour les épreuves orales sera ramené de 20 à 16 pour « mieux les approfondir et mieux les préparer ».

### ■ Hausse de rémunérations, pacte et remplacements...

La hausse de rémunérations des enseignants présentée en

avril par Emmanuel Macron entre en vigueur en cette rentrée, avec une partie inconditionnelle (le « socle »), qui doit permettre à tous les enseignants de gagner au moins 2 000 euros net par mois, et une partie conditionnée à de nouvelles missions (le « pacte »). L'incertitude règne sur l'adhésion des enseignants à ce dispositif, sur lequel le gouvernement mise pour assurer les remplacements de courte durée, mais aussi le dispositif « Devoirs faits » et les nouveaux soutiens hebdomadaires en 6<sup>e</sup>. Les syndicats le rejettent massivement, et le ministère se refuse pour l'instant à communiquer des chiffres sur les adhésions, sur la base du volontariat. Dans le premier degré, le problème des remplacements sera accru par l'application de la réfor-

me des retraites : les maîtres et maîtresses n'auront plus à attendre la fin de l'année scolaire pour partir à la retraite.

### ■ Réforme du lycée pro

Les élèves de lycée professionnel vont toucher une indemnisation pendant leur période en entreprise, jusqu'ici non rémunérée, à hauteur de 50 euros par semaine en classe de seconde, 75 euros en première et 100 euros en terminale. Au collège, des temps de découverte des métiers seront mis en place en 5<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup>. Un référent découverte des métiers assurera la coordination de ces actions dans les établissements.

### ■ Harcèlement

La lutte contre le harcèlement scolaire doit faire l'objet d'un

plan. Nouveauté, un élève responsable de harcèlement scolaire pourra désormais être transféré dans une autre école, évitant d'imposer ce changement à celui qui en est victime.

### ■ Vaccination HPV

À partir du 2 octobre, une vaccination généralisée et gratuite des collégiens et collégiennes de 5<sup>e</sup> contre le papillomavirus débutera dans certaines régions. Elle sera précédée d'une campagne de communication sur la vaccination dès ce lundi.

### ■ Fin de la technologie en 6<sup>e</sup>

À partir de cette rentrée, les élèves de 6<sup>e</sup> n'auront plus de techno, pour consacrer davantage de temps au français et aux maths. Ils commenceront la technologie en 5<sup>e</sup>.